



Monsieur le Directeur Général de
FILIERE BOIS
Douala - Cameroun

Nos réf. : CAC/KI/021/0217

Dunedin le 06/04/2021

Objet : Accompagnement à la mise en place du système
de gestion sécurisée, de comptabilisation et de conservation
des titres dématérialisés

Monsieur le Directeur Général,

Depuis quelques années, la zone CEMAC s'active à s'adapter aux défis économiques et financiers
de financement des entreprises à coût acceptables

C'est dans ce cadre que plusieurs décisions ont été prises par les instances régionales et
nationales pour implémenter des solutions pragmatiques au profit des opérateurs économiques

L'une des décisions qui occupe l'actualité des sociétés anonymes est la mise en œuvre de l'acte
Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GAI en ses articles 144-1 traitant
l'obligation d'inscription en compte des valeurs mobilières. La loi du 23 avril 2019 oblige les SA à
dématérialiser les valeurs mobilières physiques. Ainsi, les actions vendues ou achetées sont traitées
par des écritures comptables et des virements d'un compte des valeurs mobilières à un autre. Pour ce
faire, les valeurs mobilières numérisées sont centralisées auprès du dépositaire central qui est
aujourd'hui la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

Le but de cette opération consiste non seulement à donner un statut juridique relatif au
transfert des propriétés mais aussi de permettre à l'actionnaire de suivre plus aisément ses titres. Le
processus de dématérialisation a été découpé en trois étapes progressives :

- Etape 1 : Inscription en compte des sociétés émettrices ;
- Etape 2 : Dématérialisation des certificats physiques d'actions ;
- Etapes 3 : obligation de tenue des comptes titres dématérialisés

Un dispositif de sanctions a été mis en place par la loi de finance 2019 pour toutes les sociétés
émettrices qui ne se soumettraient pas à l'obligation de codifier et d'inscrire en compte leurs titres
financiers. Le délai de mise en conformité des entreprises est fixé pour le 30 avril 2021.